

DELEGATION REGIONALE NORD-OUEST

Marché N° :

Date de notification :

APPEL OFFRES OUVERT

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

Objet du marché
Accord-cadre portant sur des prestations de nettoyage y compris la vitrerie Inserm Délégation Régionale Nord-Ouest

MARCHES PUBLICS DE SERVICES

Procédure d'appel d'offres ouvert passée en application des articles L.2124-2 et R.2124-2 1° et R.2161-2 à R.2161-5 du code de la commande publique.

Consultation n° INSERM-NO-2025-01

L'ACHETEUR (POUVOIR ADJUDICATEUR)

Institut National de la Santé et de la Recherche Médicale
Délégation Régionale Nord-Ouest
Maison Régionale de la recherche Clinique
6 Rue du Professeur Laguesse
BP 40118 - 59016 LILLE

Sommaire

ARTICLE 1. Acheteur (pouvoir adjudicateur)	7
ARTICLE 2. Disposition générale du marché	7
2.1. OBJET DU MARCHE	7
2.2. PROCEDURE DE PASSATION	7
2.3. FORME DU MARCHE	7
2.4. ALLOTISSEMENT ET TRANCHE OPTIONNELLE	8
2.5. CODE NOMENCLATURE CONCERNE	8
2.6. MARCHE DE PRESTATIONS SIMILAIRES	8
2.7. DROIT ET LANGUE	9
ARTICLE 3. Durée du marché	9
3.1. DUREE DU MARCHE PUBLIC ET RECONDUCTION	9
3.1.1. <i>Durée du marché</i>	9
3.1.2. <i>Reconduction du marché</i>	9
ARTICLE 4. Pièces contractuelles	9
ARTICLE 5. Variantes	10
ARTICLE 6. Sous traitance et tâches essentielles	10
6.1. SOUS-TRAITANCE	10
6.2. TACHES ESSENTIELS	11
ARTICLE 7. Modalités de détermination des prix	11
7.1. PRIX FORFAITAIRE ET PRIX UNITAIRES	11
7.2. REMUNERATION SUPPLEMENTAIRE	11
7.3. REVISION DES PRIX	11
7.3.1. <i>Modalités de révision</i>	11
7.3.2. <i>Clause de sauvegarde</i>	12
7.3.3. <i>Arrondis</i>	12
ARTICLE 8. Modalités de règlement	12
8.1. AVANCE FORFAITAIRE	12
8.2. FACTURES	13
8.3. PAIEMENT	14
8.4. ORDONNATEUR ET COMPTABLE ASSIGNATAIRE	14
ARTICLE 9. Représentant des parties	14
9.1. REPRESENTANT DE L'ACHETEUR	14
9.2. REPRESENTANT DU TITULAIRE	14
ARTICLE 10. Obligations du Titulaire	15

ARTICLE 11. Modalités d'exécution des prestations	16
11.1. BONS DE COMMANDES	16
11.2. LIEUX D'EXECUTION DES PRESTATIONS	17
11.3. FREQUENCES D'EXECUTION DES PRESTATIONS LIEUX D'EXECUTION DES PRESTATION	17
11.4. SECURITE ET PLAN DE PREVENTION	17
11.5. LOCAUX, MATERIELS ET PRODUITS	18
11.6. CONTRAINTES RESULTANT DES ACTIVITES D'EXPLOITATION DES LOCAUX,	18
ARTICLE 12. clause de reexamen :	19
12.1. MODIFICATIONS POSSIBLES	19
12.2. ENTREE EN VIGUEUR DES MODIFICATIONS	19
ARTICLE 13. Gestion du personnel	20
13.1. REPRISE DU PERSONNEL	20
13.2. TRAVAILLEURS ETRANGERS	20
13.3. TRAVAILLEURS D'APTITUDES PHYSIQUES RESTREINTES	20
13.4. LISTE NOMINATIVE DU PERSONNEL	21
13.5. VISITES MEDICALE	22
13.6. VETEMENTS DE TRAVAIL	22
13.7. COMPORTEMENT DU PERSONNEL	22
13.8. ORGANISATION DU TRAVAIL	22
13.9. SERVICE MINIMAL EN CAS D'ARRET DE TRAVAIL	22
13.10. ENCADREMENT	23
13.11. MESURES D'EVICITION OU DE REMPLACEMENT DE PERSONNEL	23
13.12. FORMATION DU PERSONNEL	23
13.13. RESPONSABILITE DU TITULAIRE	23
13.14. CONFIDENTIALITE	24
ARTICLE 14. contrôles et suivi d'exécution des prestations	24
14.1. LES TYPES DE CONTROLES DE LA QUALITE DES PRESTATIONS	24
14.1.1. <i>Les contrôles qualités internes (autocontrôle)</i>	25
14.1.2. <i>Les contrôles contradictoires programmé</i>	25
14.1.3. <i>Les contrôles contradictoires ponctuels</i>	25
14.1.4. <i>Les contrôles inopinés</i>	25
ARTICLE 15. Communication	26
15.1.1. <i>Cahier de liaison pour le suivi quotidien</i>	26
15.1.2. <i>Suivi des prestations</i>	26
15.1.3. <i>Opération d'admission et de contrôle de la vitrerie</i>	27
15.1.4. <i>Bilan mensuel</i>	27

15.1.5. Critères de contrôles et éléments d'appréciation	27
ARTICLE 16. Clause environnementale relative à l'exécution des prestations de nettoyage	27
16.1. OBLIGATION ENVIRONNEMENTALE DU TITULAIRE	27
16.2. CONTROLE ET VERIFICATION	27
16.3. SANCTION EN CAS DE NON-RESPECT.....	27
16.4. RESPECT DE LA REGLEMENTATION	28
ARTICLE 17. Clause d'insertion par l'activité économique.....	28
17.1. PRINCIPE.....	28
17.1.1. La règle générale.....	30
17.1.2. Les cas particuliers	30
17.2. L'ACCOMPAGNEMENT DE L'INSERTION	31
17.3. MODALITE DE CONTROLE	32
17.3.1. Dispositions générales	32
17.3.2. Difficultés d'exécution, notamment d'ordre économique.....	32
17.3.3. Défaut de mise en œuvre de l'action d'insertion sociale.....	33
17.3.4. Règle liée au respect du RGPD.....	33
17.3.5. Respect des engagements et pénalités	33
17.4. L'INSERTION A L'ISSUE DU MARCHE	34
ARTICLE 18. Pénalités	34
18.1. PENALITE POUR DEFAUT DE QUALITE DES PRESTATIONS FORFAITAIRES	34
18.2. PENALITE POUR NON -RESPECT DU PERSONNEL MINIMUM	34
18.3. PENALITE POUR NON-RESPECT DU PLANNING D'INTERVENTION.....	34
18.4. PENALITE POUR NON PRISE EN COMPTE D'UNE DEMANDE NOTIFIEE AU TITULAIRE	35
18.5. PENALITE POUR MANQUE D'HYGIENE	35
18.6. PENALITE POUR ABSENCE DE CONTACT AVEC LE RESPONSABLE DE SITE	35
18.7. PENALITE POUR ABSENCE AU REUNIONS PROGRAMMEES	35
18.8. PENALITE LIEE AU RETARD DE LA TRANSMISSION DES DEVIS	35
18.9. PENALITE POUR DEFAUT DE QUALITE LIE AUX PRODUITS OU MATERIELS UTILISES.....	35
18.10. PENALITE POUR ABSENCE DE PORT D'EQUIPEMENT DE PROTECTION INDIVIDUELLE ET DE VETEMENTS DE TRAVAIL IDENTIFIABLE	35
18.11. PENALITE POUR LE SERVICE MINIMUM EN CAS D'ARRET DE TRAVAIL	35
18.12. PENALITE POUR NON-RESPECT DES REGLES DE SECURITE	36
18.13. PLAFONNEMENT DES PENALITES	36
ARTICLE 19. Résiliation	36
19.1. RESILIATION POUR FAUTE	36

19.2. MISE EN DEMEURE	36
19.3. RESILIATION UNILATERALE A L'INITIATIVE DE L'INSERM.....	37
19.4. EXECUTION DE LA PRESTATION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE.....	37
ARTICLE 20. Assurance.....	37
ARTICLE 21. Force majeure.....	37
ARTICLE 22. Stockage, emballage et transport	38
ARTICLE 23. Différends et litiges	38
ARTICLE 24. Liste récapitulative des dérogations au CCAG/FCS	38

Définitions

Acheteur : pouvoir adjudicateur qui conclut le marché de travaux avec le Titulaire

ATTRI 1 : Acte d'engagement

Annexe financière : document synthétisant le bordereau des prix unitaires et la décomposition du prix global et forfaitaire

BPU : Bordereau des prix unitaires

CCAG : Cahier des Clauses Administratives Générales

CCAP : Cahier des Clauses Administratives Particulières

CCAG – FCS : Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de Fournitures Courantes et de Service

CCTP : Cahier des Clauses Techniques Particulières

DPGF : Décomposition du Prix Global et Forfaitaire

Titulaire : Opérateur économique qui conclut le marché avec le pouvoir adjudicateur.

Inserm : Institut National de la Santé et de la Recherche Médicale

Pouvoir adjudicateur : Personne qui conclut le marché avec le Titulaire.

Prestation : prestations de nettoyage des locaux, y compris la vitrerie, pour l'unité mixte de recherche Inserm UMR 1172

RPA : Représentant du pouvoir adjudicateur : personne physique habilitée à représenter l'acheteur.

UMR-s : Unité Mixte de Recherche en santé

PREAMBULE :

Pour son activité, l'Inserm Délégation Régionale Nord-Ouest à Lille dispose de locaux destinés à la recherche médicale (bureaux, laboratoires, locaux techniques, salles de réunion, salles de repas, sanitaires, circulation).

Ces locaux nécessitent un nettoyage régulier permettant de garantir constamment des conditions d'hygiène favorables pour les agents chargés des travaux de recherches scientifiques.

L'activité spécifique de l'Inserm est la recherche médicale. Les laboratoires sont des locaux à risques spécifiques (laboratoires de confinement biologique de niveaux 1, 2 et 3, laboratoires de radioactivité, laboratoires à risque chimique et locaux de stockage).

ARTICLE 1. ACHETEUR (POUVOIR ADJUDICATEUR)

Institut National de la Santé et de la Recherche Médicale (INSERM)
Délégation Régionale Nord-Ouest
Maison Régionale de la Recherche Clinique (MRRC)
6 rue du Professeur Laguesse - BP 40118
59016 LILLE Cedex.

Représentée par sa Déléguée Régionale, Mme Bénédicte SAMYN.

ARTICLE 2. DISPOSITION GENERALE DU MARCHÉ

2.1. OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet la réalisation de prestations de nettoyage des locaux, y compris la vitrerie, pour l'unité mixte de recherche Inserm UMR 1172 (bâtiment Biserte) de la Délégation Régionale Nord-Ouest de l'Inserm (incluant bureaux, laboratoires, locaux techniques, salles de réunion, salles de repas, sanitaires, circulation).

Les prestations ainsi que leurs spécifications techniques sont détaillées dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes.

Le lieu d'exécution et la consistance des prestations, les délais de réalisation et leurs spécifications, sont contenus dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes.

Le Titulaire s'engage à une **obligation de résultat** pour exécuter et contrôler toutes les prestations du présent marché et de ses éventuels avenants.

2.2. PROCEDURE DE PASSATION

La présente consultation est passée selon la procédure d'appel d'offres ouvert en application des articles L.2124-2 et R.2124-2 1° et R.2161-2 à R.2161-5 du code de la commande publique.

2.3. FORME DU MARCHÉ

Le présent marché est un accord-cadre conclu en application des dispositions des articles R.2162-1 à R.2162-5, R.2162-13 et R.2162-14 du Code de la Commande Publique.

Le marché est conclu en mono-attributaire sans montant minimum et avec un maximum de 360 000 euros H.T sur la durée totale du marché.

Il s'exécute par émission de bon de commande.

Il s'agit d'un marché mixte principalement à prix global et forfaitaire mentionné à l'acte d'engagement et décomposé dans l'annexe financière n°1 dans le DPGF et pour partie à prix unitaires figurant dans le Bordereau des Prix Unitaires (BPU), sur la base des quantités réellement exécutées.

En application de l'article L2112-2 du Code de la commande publique, le présent accord-cadre comporte des conditions d'exécution à caractère social visant à favoriser l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

Les montants contractuels, exprimés en euros hors taxes pour toute la durée du marché public reconductions comprises, comprend la part forfaitaire et la partie unitaire, sont les suivants :

Montant Minimum contractuel	Montant Maximum annuel	Montant Maximum contractuel sur la durée totale
Sans minimum	90 000 euros	360 000 euros

2.4. ALLOTISSEMENT ET TRANCHE OPTIONNELLE

Conformément aux articles L.2113-11 2° et R.2113-3 1° du Code de la Commande Publique, les prestations du présent marché ne font pas l'objet d'un allotissement pour motifs fonctionnel et économique.

Il n'est pas prévu de décomposition en lots au motif de rendre techniquement difficile l'exécution des prestations.

Il n'est pas prévu de tranche optionnelle.

2.5. CODE NOMENCLATURE CONCERNE

Les nomenclatures achat pertinentes concernant cette consultation sont :

Nomenclature communautaire pertinente :

- CPV valeur secondaire : 90911200 : Services de nettoyage de bâtiments
- CPV valeur secondaire : 90911300 : Services de nettoyage de vitrerie

Nomenclature NACRE en vigueur à l'Inserm :

- BB.11 SERVICES DE NETTOYAGE COURANT DES LOCAUX
- BB.13 SERVICES DE NETTOYAGE DES VITRES
- BB.14 SERVICES DE NETTOYAGE ET D'ENTRETIEN DES LOCAUX SENSIBLES

2.6. MARCHE DE PRESTATIONS SIMILAIRES

En application de l'article R.2122-7 du code de la commande publique, le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve la faculté de recourir à un marché sans publicité ni mise en concurrence préalables ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

2.7. DROIT ET LANGUE

L'unité monétaire est l'euro.

L'usage de la langue française est obligatoire dans tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, factures ou modes d'emploi, sans que cette liste puisse être considérée comme exhaustive.

En cas de litige, le droit français est seul applicable. En cas de litige, les parties s'obligeront à saisir un organe chargé des procédures de médiation, préalablement à la saisine du tribunal administratif.

ARTICLE 3. DUREE DU MARCHÉ

3.1. DUREE DU MARCHÉ PUBLIC ET RECONDUCTION

3.1.1. *Durée du marché*

Le présent marché est conclu pour une durée de douze (12) mois à compter de la notification faite au Titulaire.

3.1.2. *Reconduction du marché*

En effet ce marché pourra être reconduit de manière TACITE trois (3) fois pour une durée de douze (12) mois à compter de sa date d'anniversaire.

La durée maximale totale du marché public n'excèdera pas quarante-huit (48) mois (période(s) de reconduction éventuelle comprise(s)). Le Titulaire ne pourra pas refuser la reconduction conformément aux dispositions de l'article R.2112-4 du Code de la Commande Publique.

Dans le cas de décision de ne pas reconduire le marché, l'Acheteur prendra une décision de non reconduction par lettre recommandée avec accusé de réception au plus tard trois (3) mois avant la fin de la durée de validité du marché publics.

Le Titulaire ne pourra ni s'opposer à la décision de non reconduction, ni prétendre à une quelconque indemnité.

Le Titulaire du marché sera tenu d'assurer l'ensemble des prestations prévues jusqu'à la prise d'effet de la décision de non reconduction.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'à la date d'expiration du marché. Leur durée d'exécution ne saurait excéder trois mois après cette date.

ARTICLE 4. PIECES CONTRACTUELLES

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG / FCS, les pièces constitutives du marché sont par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement (ATTRI1) et ses annexes :
 - ✓ Annexe financière n° 1 (Décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) et Bordereau des Prix Unitaire (BPU)) ;

- ✓ Annexe n°2- décomposition du prix et de la durée ;
- ✓ Annexes n°7 relatives aux clauses sociales
- le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes :
 - ✓ Annexe n°3 – Reprise du personnel
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes :
 - ✓ Annexe n°4 – plan des structures Inserm à Lille ;
 - ✓ Annexe n°5 – planification du marché en cours ;
 - ✓ Annexe n°6 - Certificat de visite ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés publics de fournitures courantes et services (CCAG-FCS) issu de l'arrête du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de service. Ce document est librement téléchargeable sur le site legifrance.gouv.fr ;
- Le Cadre de réponse Technique.

Toute disposition figurant dans les documents complétés par le Titulaire, et contraire aux clauses du présent CCAP, du CCTP ou du CCAG/FCS est réputée non écrite.

ARTICLE 5. VARIANTES

Conformément à l'article R.2158-8 1° du Code de la Commande Publique, Les variantes ne sont pas admises.

ARTICLE 6. SOUS TRAITANCE ET TACHES ESSENTIELLES

6.1. SOUS-TRAITANCE

Conformément à l'article L.2193-1 à L.2193-2 du code de la commande publique le Titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines prestations faisant l'objet du marché à condition d'avoir obtenu préalablement de l'Acheteur l'acceptation et l'agrément des conditions de paiement, conformément au modèle d'acte spécial de sous-traitance (formulaire disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr>), que le Titulaire doit remettre à l'Acheteur contre récépissé ou à envoyer par lettre recommandée avec avis de réception.

L'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement devront être demandés dans les conditions définies aux articles R2193-10 et suivants du code de la commande publique.

D'une manière générale, les justifications concernant le(s) sous-traitant(s) sont identiques à celles exigées des candidats par l'Acheteur dans l'avis d'appel public à la concurrence relatif au marché initial, y compris, si l'Inserm le demande, les capacités techniques, professionnelles et financières ainsi qu'une présentation des références représentatives de la prestation, objet du marché.

L'absence de l'une de ces pièces et/ou la non-conformité des documents remis par le Titulaire fait obstacle à l'acceptation des sous-traitants par l'Acheteur.

Le Titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant du présent marché.

6.2. TACHES ESSENTIELS

Le marché ne prévoit pas de tâches essentielles devant obligatoirement être exécutées par le Titulaire ou l'un des membres du groupement et ne pouvant faire l'objet de sous-traitance.

ARTICLE 7. MODALITES DE DETERMINATION DES PRIX

7.1. PRIX FORFAITAIRE ET PRIX UNITAIRES

Le marché est composé de prestations récurrentes à prix forfaitaires comprenant les prestations de nettoyage et d'entretien et des prix unitaires pour les prestations de nettoyage occasionnelles.

Les prix sont ceux fixés dans l'annexe financière n°1 (Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) et dans le bordereau des Prix Unitaires (BPU)). Ils sont établis en euro.

Ces prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation.

Ils comprennent la fourniture des consommables et équipements nécessaires à la prestation les frais de déplacement des personnels du Titulaire pour l'exécution des prestations ainsi que ceux mentionnés à l'article 10.1.3 du CCAG-FCS.

7.2. REMUNERATION SUPPLEMENTAIRE

Si le Titulaire effectue occasionnellement et sur demande de l'Acheteur des prestations en dehors de celles prévues dans le présent marché, ces prestations ouvriront droit à une rémunération supplémentaire au profit du Titulaire.

Les prestations effectuées par le Titulaire ne seront exécutées et facturées qu'après accord expresse de l'Acheteur, au vu d'un devis préalablement établi et établissement d'un bon de commande indépendant du marché.

Cette rémunération sera réglée en sus des paiements périodiques sur facture indépendante.

7.3. REVISION DES PRIX

7.3.1. Modalités de révision

Les prix du marché sont fermes pour la première année d'exécution du marché. A l'issue de la première année d'exécution, les prix sont révisés à la hausse ou à la baisse, à la demande du Titulaire ou de l'Acheteur à la date anniversaire du marché (date de sa notification), par application de la formule paramétrique suivante :

$$P = P_0 * [In/I_0]$$

P est le prix révisé.

P₀ Prix initial défini à la date de remise des offres.

In est la dernière valeur connue de l'indice trimestriel publié à la date de reconduction de l'accord-cadre.

I₀ Valeur de l'indice au trimestre d'établissement des prix de l'accord-cadre.

L'indice de référence s'intitule « Indices des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – Prix de base – CPF 81.2 – service de nettoyage, prix de marché – Base 2021 (identifiant : 010766545) » (consultable sur le site web de l'INSEE).

La révision est effectuée à l'initiative du Titulaire au **minimum un (1) mois** avant la date anniversaire du marché (date de sa notification). Dans le cas contraire, la demande est rejetée. La révision s'opère à la hausse comme à la baisse.

Le Titulaire est tenu de faire parvenir l'ensemble des annexes financières pour les prestations récurrentes à prix forfaitaire et pour les prestations occasionnelles relatif au présent marché à l'adresse suivante : achats.nord-ouest@inserm.fr; patrimoine.nord-ouest@inserm.fr

Il doit indiquer clairement dans sa proposition :

- La formule de révision
- La valeur des indices utilisés
- Les nouveaux tarifs applicables

Les prix révisés sont applicables après leur validation par l'Acheteur.

En cas de suppression ou de modification substantielle du champ de référence des indices ci-dessus retenus en cours de marché, les parties procèdent à leur remplacement pour la durée du marché restant à courir, par un indice au champ de référence équivalent.

7.3.2. Clause de sauvegarde

L'Acheteur se réserve le droit de résilier sans indemnité la partie non exécutée du marché à la date d'application de la révision de prix, lorsque l'augmentation est supérieure à 3% par an pour la partie forfaitaire (et/ou supérieure à 3% pour plus de la moitié des prix unitaires). Dans le cas contraire, l'augmentation est ramenée à 3%.

7.3.3. Arrondis

Lors de la mise en œuvre de la révision du prix, les calculs seront effectués avec au maximum deux décimales. Les arrondis sont traités de la façon suivante :

- si la troisième décimale est comprise entre 0 et 4 (ces valeurs incluses), la deuxième décimale est inchangée (arrondi par défaut) ;
- si la troisième décimale est comprise entre 5 et 9 (ces valeurs incluses), la deuxième décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès).

ARTICLE 8. MODALITES DE REGLEMENT

8.1. AVANCE FORFAITAIRE

Il est fait application de l'option A au titre de l'article 11.1 du CCAG-FCS relatif à l'avance. Dans les conditions décrites aux articles R. 2191-3 à R. 2191-5 du Code de la commande publique, sauf indication contraire mentionnée par le Titulaire dans l'acte d'engagement, une avance est accordée au Titulaire lorsque le montant du bon de commande est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux (2) mois.

Lorsque le Titulaire ou le sous-traitant est une petite ou moyenne entreprise au sens du code de la commande publique, le taux de l'avance est fixé à 20 %.

Lorsque le Titulaire ou le sous-traitant n'est pas une petite ou moyenne entreprise au sens du code de la commande publique, le taux de l'avance est fixé à 10%.

L'avance est remboursée selon les modalités fixées aux articles R. 2191-11 et R. 2191-19 du code de la commande publique.

En cas de sous-traitance, seuls les sous-traitants bénéficiant du paiement direct peuvent se prévaloir de l'avance. Celle-ci est versée, sur demande du sous-traitant, dans les trente (30) jours suivants la notification du marché.

Si la déclaration de sous-traitance intervient a posteriori de la notification du marché, le Titulaire doit rembourser la partie de l'avance correspondant au montant des prestations sous-traitées, même si le sous-traitant ne souhaite pas bénéficier de l'avance.

8.2. FACTURES

Prestations récurrentes : Par dérogation à l'article 11.2 et suivants du CCAG/FCS, les prestations seront réglées mensuellement. Les prestations à prix forfaitaire objet du marché seront réglées à terme échu mensuellement et forfaitairement après déduction éventuelle des pénalités dues et réception de la facture correspondante. Chaque facture mensuelle correspond au 1/12 du forfait annuel tels que ceux-ci figurent dans l'annexe financière n°1 (DPGF) et l'acte d'engagement.

Autres prestations (dites prestations occasionnelles à la demande) : les prestations seront réglées après réalisation et admission et feront l'objet de factures spécifiques.
Il sera établi une facture par bon de commande.

Les modalités de présentation des demandes de paiement seront établies selon les règles relatives à la facturations électroniques prévues par le code de la commande publique aux articles L.2192-1 à L.2192-7.

Les demandes de paiement seront libellées à :

**INSERM – Délégation Régionale Nord-Ouest
Maison Régionale de la Recherche Clinique
6 rue du Professeur Laguesse – BP 40118
59016 LILLE Cedex.**

- Le numéro du marché,
- Les références et la date du bon de commande pour les prestations,
- Le nom et adresse du Titulaire,
- Le détail de la facturation site par site (site, bâtiment et unité de recherche)
- La prestation exécutée,
- Le montant HT de la prestation exécutée,
- Le taux et le montant de la TVA applicable,
- Le montant TTC des prestations exécutées,
- L'intitulé et le numéro du compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé dans l'acte d'engagement

Toute facture ne mentionnant pas l'un de ces éléments sera retournée au Titulaire.

Facture dématérialisée : portail Chorus Pro

Les factures dématérialisées devront comporter de **façon obligatoire**, les informations suivantes :

1. **Le numéro de Siret identifiant le site de facturation : 18003604802375**
2. **Le code service : DRLIL**
3. **Le numéro d'engagement : bon de commande à 10 caractères numériques commençant par 45.**

8.3. PAIEMENT

Le paiement est subordonné à la constatation du service fait conformément aux obligations contractuelles figurant dans le marché.

Le délai global de paiement est de 30 jours maximum, conformément aux dispositions du décret 2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique, sous réserve des dispositions suivantes :

- ✓ Prestations reconnues conformes en tous points aux engagements
- ✓ Aucune erreur ou anomalie relevée lors de la vérification de la facture.

Ce délai est décompté à partir de la date de réception de la facture ou de la date d'admission des prestations ou des livraisons.

NB : En tout état de cause, la date de départ de prise en compte de ce délai peut être prorogée si tous les éléments constitutifs à la mise en paiement des sommes dues ne sont pas réunis.

8.4. ORDONNATEUR ET COMPTABLE ASSIGNATAIRE

L'ordonnateur chargé d'émettre le titre de paiement est la Déléguée Régionale de la Délégation Régionale Nord-Ouest de l'Inserm.

La comptable assignataire du paiement est l'Agent Comptable Secondaire de la même Délégation Régionale.

L'ordonnateur et le comptable assignataire sont tous deux installés à l'adresse suivante :

**INSERM – Délégation Régionale Nord-Ouest
Maison Régionale de la Recherche Clinique
6 rue du Professeur Laguesse – BP 40118 – 59016 LILLE Cedex.**

ARTICLE 9. REPRESENTANT DES PARTIES

9.1. REPRESENTANT DE L'ACHETEUR

Le représentant de l'Inserm pour l'exécution du présent marché est le responsable patrimoine immobilier ou le conseiller de prévention.

9.2. REPRESENTANT DU TITULAIRE

Conformément aux stipulations du présent marché, le Titulaire désigne, dès la remise de son mémoire technique, une personne physique dûment habilitée à le représenter auprès de l'Acheteur pour les besoins de l'exécution du marché.

Cette personne, dont l'identité est notifiée à l'Acheteur dans les délais impartis, est réputée investie de l'ensemble des pouvoirs nécessaires pour prendre toute décision utile à la bonne exécution des prestations et engager valablement le Titulaire à l'égard de l'Acheteur.

En cours d'exécution, le Titulaire est tenu de notifier sans délai à l'Acheteur les modifications se rapportant :

- aux personnes ayant pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement ;
- et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

ARTICLE 10. OBLIGATIONS DU TITULAIRE

Le Titulaire s'engage à :

- mettre en œuvre tous les moyens nécessaires et décrits dans son offre pour l'obtention du résultat défini dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ;
- affecter tous les moyens supplémentaires pour la réalisation, à ses frais et sans augmentation du prix du marché annexé à l'acte d'engagement, d'une prestation conforme au CCTP ;
- assurer la coordination de son personnel, ainsi que de ses fournisseurs ;
- prendre connaissance de la totalité des documents ou pièces contractuelles ;
- se renseigner éventuellement auprès du responsable des équipements concernés, afin de connaître la répercussion de ses interventions sur le fonctionnement du bâtiment ;
- suivre l'ensemble des prestations ;
- fournir, par des documents écrits ou figurés, toutes les indications nécessaires à l'exécution de ses interventions ;
- s'assurer que les indications sont suivies ;
- prendre à ses frais toutes précautions nécessaires afin de ne pas dégrader les lieux où son personnel effectuera les travaux ;
- collaborer, le plus étroitement possible, avec les responsables d'équipements, afin de leur permettre d'assurer dans les meilleures conditions l'exercice de leurs propres missions, et de prévenir toute gêne ;
- exécuter les prestations objet du marché dans les conditions de prix mentionnées dans les documents contractuels, et conformément au cahier des clauses techniques particulières et au présent CCAP.

ARTICLE 11. MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Le Titulaire s'engage à exécuter les prestations conformément aux règles de l'art, à la législation et à la réglementation en vigueur. S'agissant d'une obligation de résultat, parallèlement aux exigences définies au CCTP, le Titulaire est le seul juge des produits, matériels et techniques utilisés. Ils doivent être adaptés à la spécificité des prestations demandées et être conformes à la législation en vigueur sur la pollution, la biodégradabilité, la sécurité, l'hygiène et la prévention des incendies.

Toutefois, pour des revêtements particuliers et lieux particuliers, l'Acheteur pourra imposer un type de produit ou de matériel ayant des caractéristiques spécifiques, que le Titulaire devra impérativement se procurer et utiliser.

11.1. BONS DE COMMANDES

Le bon de commande est émis par l'Acheteur.

Il s'agit d'un document écrit adressé au Titulaire du marché qui précise les prestations, décrites dans le marché, dont l'exécution est demandée et en détermine les quantités.

Les prestations à la demande s'exécuteront au moyen de bons de commande émis au fur et à mesure des besoins, et établis à partir des prix figurant au bordereau des prix unitaires.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'à la date d'expiration du marché. Leur durée d'exécution ne saurait excéder trois mois après cette date.

Les bons de commande comprennent à minima :

- La référence au présent marché ;
- Le nom ou la raison sociale du Titulaire ;
- La référence et la date de la commande ;
- Le nom du service et l'adresse de facturation ;
- L'adresse du site concerné et la désignation de la prestation à réaliser ;
- Le prix de la prestation ;
- Le taux et le montant de la TVA applicable ;
- Le montant TTC.

Prestations récurrentes :

Ces prestations feront l'objet de bons de commande établis, annuellement, par l'Acheteur. Elles feront l'objet de paiements mensuels.

Prestations occasionnelles à la demande :

La personne habilitée émet une demande au Titulaire, qui répondra par un devis dans un délai maximum de 48 heures. Le devis sera déterminé en fonction des prix fixés conformément au bordereau des prix. Ce devis détaillé comportera obligatoirement la description des prestations et les délais d'intervention qui ne pourront en aucun cas être supérieurs à 30 jours à compter de la réception du bon de commande par le Titulaire (sauf complément de délai accordé par l'Acheteur).

Concernant les prestations non prévues dans le bordereau de prix, les prestations seront facturées soit sur la base d'un coût au m² indiqué dans l'annexe financière n° 1 (bordereau des Prix Unitaire), soit sur devis spécifique prenant en compte la technicité de l'opération envisagée.

Après acceptation du devis, les prestations feront l'objet de bons de commande établis par l'Acheteur.

11.2. LIEUX D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Les locaux concernés sont situés au niveau de l'enceinte du Centre Hospitalier Universitaire de Lille :

- Unité Mixte de Recherche Inserm UMR 1172 (Bâtiment Biserte) - Place de Verdun - 59045 Lille

11.3. FREQUENCES D'EXECUTION DES PRESTATIONS LIEUX D'EXECUTION DES PRESTATION

Le Titulaire exécute les prestations conformément aux fréquences fixées à l'article 4 du CCTP et précisées dans son annexe technique. Pour information, la planification du marché en cours est indiquée dans l'annexe n°5.

11.4. SECURITE ET PLAN DE PREVENTION

Le personnel du Titulaire veille à la fermeture des portes et à l'extinction des lumières après chaque prestation. Tout dommage résultant du non-respect de cette obligation relève de la responsabilité du Titulaire.

L'utilisation du matériel éventuellement mis à disposition par l'Acheteur n'engage en aucun cas la responsabilité de l'Inserm en cas d'accident grave ou de dommage survenant à l'occasion de l'exécution des prestations par le personnel du Titulaire.

Le Titulaire signale toute défectuosité constatée et susceptible de présenter un danger pour son personnel ou pour tout usager de ce matériel. Toute réparation induite par un usage anormal du matériel est effectuée aux frais du Titulaire.

Tout matériel défectueux du Titulaire est mis hors service et immédiatement remplacé. L'Acheteur se réserve le droit d'interdire les matériels dont l'utilisation serait susceptible de provoquer des dégradations. Toute opération induite par un dommage causé aux installations et équipements demeure à la charge du Titulaire.

Le matériel et les produits sont stockés dans les locaux prévus à cet effet. Aucun matériel ou produit ne saurait être abandonné en dehors des emplacements autorisés, ou laissé sans rangement après chaque intervention, sous peine d'être évacué, sans préavis, par l'Acheteur, aux frais du Titulaire.

A la signature du marché, les représentants du Titulaire et l'Acheteur effectueront une inspection commune des locaux concernés (Code du travail R4512-2 à -5) afin de recueillir les éléments indispensables à l'établissement du plan de prévention : travaux à accomplir, matériaux utilisés,

modes opératoires, présentation des locaux concernés, des locaux à risques, des locaux mis à disposition, des voies d'accès/de circulation,...Le plan de prévention devra être établi par écrit et arrêté avant le commencement de l'intervention du Titulaire du marché. Il décrira l'analyse des risques liés à l'intervention et les mesures de prévention à mettre en place pour prévenir ces risques (Code du travail R4512-6 à -12). Il sera renouvelé chaque année.

Le Titulaire du marché accepte les clauses du plan de prévention et a la responsabilité de les faire connaître à l'ensemble des personnes mandatées par son entreprise (Code du travail R4512-15 et -16). Le Titulaire du marché a également la responsabilité de les faire appliquer à toutes personnes mandatées par son entreprise dans les locaux concernés (Code du travail R4511-6).

En cas de non-respect constaté et communiqué au Titulaire par écrit, l'Acheteur se réserve le droit de résilier le présent contrat par LR avec AR par voie de dématérialisation sous un délai de huit (8) jours et sans que le Titulaire ne puisse prétendre à une quelconque indemnité.

Le Titulaire doit signaler au Conseiller de Prévention de la Délégation Régionale Inserm Nord-Ouest de l'Inserm toute réserve ou incapacité sur la mise en œuvre des clauses du plan de prévention.

11.5. LOCAUX, MATERIELS ET PRODUITS

Les locaux mis à disposition du Titulaire par l'Acheteur doivent être maintenus en bon état de propreté et de fonctionnement et restitués dans le même état. À défaut, les remises en état nécessaires seront effectuées aux frais du Titulaire.

L'eau et l'électricité nécessaires aux opérations de nettoyage sont fournies gracieusement aux agents du Titulaire.

Le Titulaire assure la fourniture du matériel et des produits indispensables à l'exécution des prestations, conformément aux prescriptions du CCTP et de ses annexes.

Les produits de nettoyage employés doivent :

- être conformes aux normes de sécurité en vigueur et aux prescriptions du CCTP,
- garantir la préservation du bon état des revêtements de sol, sans présenter de risques ni de désagréments pour le personnel,
- respecter la réglementation en matière de biodégradabilité des agents tensioactifs,
- être, dans la mesure du possible, certifiés NF-Environnement, Écolabel européen ou équivalents, ou se composer de produits naturels biodégradables.

11.6. CONTRAINTES RESULTANT DES ACTIVITES D'EXPLOITATION DES LOCAUX,

Le Titulaire ne saurait en aucun cas se prévaloir, ni pour éluder les obligations du marché ou ni pour élever une réclamation, des contraintes qui pourraient être occasionnées par les activités d'exploitation des locaux, notamment par l'interruption ou le report de toute prestation décidée par l'Acheteur et dûment consignée sur le cahier de liaison.

Par le seul fait de soumissionner, le candidat reconnaît avoir procédé à un examen complet et détaillé des documents composant la présente consultation et s'être pleinement rendu compte

des difficultés et conditions spéciales dans lesquelles doivent s'effectuer les prestations objet du marché. Ceci implique l'engagement de se conformer à toutes les conditions des documents constituant le présent marché.

Le Titulaire reconnaît avoir visité les lieux préalablement à la remise de son offre et déclare être parfaitement informé de la constitution des locaux.

Le Titulaire ne peut se prévaloir de la méconnaissance ou de l'insuffisance d'informations sur les bâtiments ou ses installations, ou de faire état ultérieurement d'une erreur, omission ou imprécision quelconque pour ne pas accomplir tout ou partie des prestations nécessaires à l'accomplissement total de sa mission dans le cadre défini par le présent CCAP et le CCTP.

Il demeure seul responsable des erreurs qui peuvent se produire soit de son fait, soit par manque de vérification des divers documents contractuels.

Les inexactitudes qui peuvent être évoquées après la passation du marché ne remettent pas en cause le prix arrêté. Par conséquent, le Titulaire ne pourra opposer à l'Acheteur une erreur tant dans le calcul des surfaces que dans leur consistance afin d'obtenir une modification du prix arrêté.

ARTICLE 12. CLAUSE DE REEXAMEN :

12.1. MODIFICATIONS POSSIBLES

Dans le cadre d'éventuelles modifications du marché, le nombre de sites, bâtiments et surfaces à prendre en compte, tel qu'indiqué :

- à l'annexe n°4 du CCTP (Plan du site),
- à l'annexe n°5 du CCTP (**Planification** du marché en cours),
- à l'annexe financière n°1 (DPGF) et (BPU) de l'acte d'engagement,

pourra faire l'objet d'ajustements, à la hausse comme à la baisse.

L'Acheteur se réserve la faculté, de procéder à :

- des modifications de locaux, à la hausse ou à la baisse en superficie ;
- des changements dans la nature des sols ou des équipements à entretenir ou nettoyer ;
- des ajustements temporaires ou définitifs de la fréquence ou du volume des prestations de nettoyage, sous réserve que ces modifications concernent les bâtiments mentionnés au CCTP et qu'elles ne bouleversent pas l'économie générale ni l'objet du marché.

Le montant des prestations sera recalculé conformément aux conditions du marché, en tenant compte des ajustements apportés (volume ou superficie), et fera l'objet d'un avenant au présent marché.

Les montants révisés seront basés sur les prix au m2 de l'annexe financière.

12.2. ENTREE EN VIGUEUR DES MODIFICATIONS

Les nouvelles conditions prévues par un avenant ne prendront effet qu'à compter de sa notification, après visa des instances de contrôle compétentes.

ARTICLE 13. GESTION DU PERSONNEL

13.1. REPRISE DU PERSONNEL

Le Titulaire se devra de respecter la Convention collective nationale des entreprises de propreté et services associés du 26 juillet 2011 et notamment les dispositions relatives à la reprise du personnel.

A ce titre, le candidat doit fournir toutes documentations permettant de s'assurer, pour le personnel en place, du respect des conditions de reprise, d'accueil, de formation, d'encadrement ainsi que le respect des avantages collectifs ou individuels consentis au personnel.

L'attention est également portée sur le fait qu'en cas de modification du personnel en cours d'exécution du contrat, le Titulaire à l'obligation d'effectuer un remplacement de qualité et de compétence identique à celui mise en place au commencement du contrat.

Il est rappelé qu'en application de l'article L 1224-1 du Code du travail les contrats de travail du personnel se poursuivent avec l'entreprise succédant au prestataire actuel dans les conditions prévues aux articles 7 et suivants de la convention collective nationale des entreprises de propreté.

La liste du personnel ainsi que l'ensemble des éléments de rémunération des prestations actuellement en place est détaillée à **l'annexe 3** du présent marché.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que l'Inserm DR Nord-Ouest n'est pas à l'origine des données transmises relatives au personnel à reprendre, que dès lors, toutes contestations sur ces informations ne sauraient engager la responsabilité de l'Acheteur.

13.2. TRAVAILLEURS ETRANGERS

L'article L8251-1 du Code du travail dispose que nul ne peut, directement ou indirectement, embaucher, conserver à son service ou employer pour quelque durée que ce soit un étranger non muni du titre l'autorisant à exercer une activité salariée en France.

Conformément à cette disposition, le Titulaire remet à l'Inserm une attestation sur l'honneur indiquant son intention de faire appel ou non pour l'exécution des prestations, objet du marché, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, certifiant que ses salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France.

Les travailleurs étrangers sont munis du titre les autorisant à exercer une activité salariale en France lorsque la possession de ce titre est exigée, en vertu soit de dispositions législatives ou réglementaires, soit de traités ou accords internationaux.

13.3. TRAVAILLEURS D'APTITUDES PHYSIQUES RESTREINTES

La proportion maximale des travailleurs d'aptitudes physiques restreintes et leur rémunération, par rapport au nombre total des travailleurs de la même catégorie employée à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché, seront conformes à la réglementation en vigueur.

13.4. LISTE NOMINATIVE DU PERSONNEL

Le Titulaire devra fournir les noms des personnels habilités à effectuer cette intervention (personne permanente et remplaçante). Des références dans cette activité sont exigées.

En cas de modification en cours d'année, le Titulaire devra donner les noms et qualifications des nouveaux personnels avant intervention. Il appartiendra à l'Inserm d'accepter ou de refuser telle personne en fonction de ses aptitudes.

Le Titulaire devra fournir les attestations de formation des personnels intervenants, notamment attestations de formation sur les risques biologiques, chimiques et radiologiques.

Le Conseiller de Prévention de la délégation régionale Inserm Nord-Ouest de l'Inserm contrôlera la formation des personnels titulaires et remplaçants liés à ces prestations. Pour cela, il est impératif de donner la liste des agents affectés à cette tâche et de tenir les engagements pour ce marché.

En cas de non-respect de cette clause, le marché sera résilié au tort exclusif du prestataire.

a) Le Titulaire devra fournir à l'Acheteur, dans le délai de huit (8) jours à compter de la notification du présent marché, la liste nominative du personnel intervenant dans le bâtiment Biserte, y compris le personnel de remplacement et d'encadrement. Cette liste sera tenue à jour et les mises à jour transmises à l'Acheteur dans les plus brefs délais.

Le Titulaire transmettra une copie de la carte d'identité de l'ensemble du personnel intervenant dans le bâtiment de l'Inserm, y compris le personnel de remplacement et d'encadrement.

Le Titulaire devra impérativement attendre la réception de l'autorisation écrite de l'Acheteur avant d'affecter le personnel à l'Inserm et cela après chaque demande de mise à jour transmise par le Titulaire à l'Acheteur.

b) Il devra fournir, en outre, les renseignements nécessaires pour l'établissement des cartes ou badges d'accès qui seront exigés pour la circulation de ce personnel dans les locaux de l'Inserm. Durant sa présence dans le bâtiment, chaque personnel devra porter en permanence et de manière visible un badge nominatif comportant son nom, son prénom et l'identification de la société du Titulaire.

c) Le Titulaire s'engage à donner une formation adaptée et suffisante à son personnel. La formation devra être approuvée par l'Acheteur notamment pour l'exécution des prestations à risques spécifiques.

d) Le personnel du Titulaire, devant exécuter des prestations à risques spécifiques (et notamment, dans les locaux à risques radioactifs), devra être muni d'équipement de protection individuel ainsi que de matériel de détection des risques (notamment un dosimètre pour la radioactivité). Ces protections sont à la charge du Titulaire et fournies par le Titulaire.

Le Titulaire devra doter le personnel d'exécution d'un vêtement de travail, d'équipements de protection adaptés conformément aux exigences de la réglementation en vigueur : Code du travail Articles R4321-1 à -5, d'un type et d'une couleur agréés par l'Acheteur.

En outre, tous les agents en activité, y compris le personnel d'encadrement, devront porter en permanence l'enseigne spécifique de leur entreprise.

Aucun agent ne sera admis s'il n'est revêtu de son vêtement de travail, s'il est démuné de l'enseigne ou s'il présente une tenue non conforme.

Pour les locaux à risques spécifiques, les vêtements et équipements de protection seront adaptés aux risques liés à l'activité. Ils devront être approuvés par le Conseiller de prévention de la Délégation Régionale Inserm Nord-Ouest.

13.5. VISITES MEDICALE

Le Titulaire soumet tout nouvel agent à une visite médicale d'embauche, avant sa prise de fonction, et soumet également son personnel aux examens médicaux périodiques prévus par la législation en vigueur.

Les résultats de ces examens seront consignés par le Titulaire sur un registre spécial.

13.6. VETEMENTS DE TRAVAIL

Le Titulaire dote le personnel d'exécution d'un vêtement de travail, éventuellement de protection, d'un type et d'une couleur agréés par l'Inserm. Aucun agent n'est admis s'il n'est revêtu pas de son vêtement de travail ou s'il présente une tenue non-adaptée.

13.7. COMPORTEMENT DU PERSONNEL

La plus grande correction est exigée de la part du personnel du Titulaire envers l'Inserm ainsi qu'envers les tiers.

Le Titulaire s'assure notamment de former son personnel afin de lui transmettre un savoir-être adapté au travail de bureau. Ainsi, à titre d'exemple, il lui est interdit d'interrompre une réunion.

13.8. ORGANISATION DU TRAVAIL

Les prestations d'entretien et de nettoyage effectuées par le Titulaire sont conformes aux documents contractuels, notamment en ce qui concerne la répartition des effectifs et leur affectation.

L'Inserm dote le personnel du Titulaire de clés, en quantité suffisante, afin de permettre l'accès aux locaux visés par les prestations.

En cas de perte ou de vol de ces clés, le Titulaire avise aussitôt l'Inserm des exemplaires manquants, lesquels sont remplacés aux frais du Titulaire, au tarif en vigueur.

Le Titulaire est tenu de rendre à l'Inserm l'ensemble des clés confiées en fin de marché.

13.9. SERVICE MINIMAL EN CAS D'ARRET DE TRAVAIL

En cas d'arrêt de travail ou de grève de son personnel et des personnels de ses sous-traitants le cas échéant affectés à l'exécution des prestations du présent marché, le Titulaire doit assurer : un service minimum.

En cas d'absences (congrés particuliers, maladie, grèves...), la personne affectée dans le cadre du présent marché sera remplacée le jour-même.

En aucun cas ce service minimal ne peut excéder 7 jours. Au-delà de ce délai, l'Inserm peut appliquer des pénalités de retard fixées à l'article 18.11 du présent CCAP.

Le Titulaire et ses sous-traitants le cas échéant sont seuls investis du pouvoir de négociation que reconnaît aux dirigeants d'entreprises le code du travail dans les articles qui régissent l'exercice du droit de grève. La grève du personnel du Titulaire et de ses sous-traitants le cas échéant ne constitue en aucun cas un cas de force majeure ou d'imprévision permettant l'indemnisation du Titulaire par l'Inserm.

13.10. ENCADREMENT

Le Titulaire affecte en permanence au chantier un agent responsable de l'encadrement et de la discipline du personnel, du mode d'exécution des prestations, et d'une manière générale, de l'application des clauses techniques des CCTP. Sa présentation figure dans le mémoire technique du Titulaire.

Ce responsable est habilité à prendre, au nom du Titulaire, toute décision conditionnant sur place la bonne exécution des prestations.

Il doit se rendre aux convocations de l'Acheteur en cas de consignes particulières au personnel en place. En cas d'empêchement de ce responsable, le Titulaire en avertit l'Acheteur et procède sans délai à son remplacement.

Ce responsable de l'encadrement doit être pourvu par le Titulaire d'un téléphone mobile permettant de le joindre à tout moment sur le chantier, dont le numéro est communiqué à l'Inserm.

13.11. MESURES D'EVICITION OU DE REMPLACEMENT DE PERSONNEL

A l'issue d'une mise en demeure restée sans effet pendant un mois, l'Acheteurs se réserve le droit, sans indemnité, d'exiger à tout moment l'éviction de toute personne participant à l'exécution des prestations pour insubordination, incapacité ou défaut de probité.

Cette mesure s'applique aux salariés du Titulaire ainsi qu'à ceux de ses sous-traitants. Elle est de portée générale et définitive. Elle interdit notamment au Titulaire d'affecter sur un autre site, un autre bâtiment ou un autre local désigné au marché l'agent à l'encontre duquel a été prise la mesure d'éviction.

13.12. FORMATION DU PERSONNEL

Le Titulaire s'engage à assurer au personnel chargé de la réalisation du présent marché une formation régulière aux techniques modernes d'entretien de locaux et d'utilisation du matériel mis à sa disposition (formation théorique et pratique).

Les dispositions du décret n°92-158 du 20 février 1992 sont applicables en ce qui concerne les prestations particulières d'hygiène et de sécurité aux travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure. Le Titulaire procède si nécessaire avant le commencement des prestations à une information sur les risques particuliers encourus et les mesures de prévention envisagées.

13.13. RESPONSABILITE DU TITULAIRE

Le Titulaire est responsable du comportement de son personnel en toutes circonstances.

Tout accident ou dommage causé par le personnel dans le cadre de l'exécution des prestations engage la responsabilité du Titulaire.

Le Titulaire produit tous les six (6) mois à compter de la notification du marché jusqu'à son expiration, une déclaration sur l'honneur du dépôt auprès de l'administration fiscale, à la date de l'attestation, de l'ensemble des déclarations fiscales obligatoires (article D 9222-5-1°-b du code du travail), dûment complétée et accompagnée des documents qui y sont mentionnés. Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le Titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, à l'adresse suivante : <http://www.e-attestations.fr>

Si le Titulaire est un groupement d'opérateurs économiques, une déclaration est remplie par membre du groupement.

13.14. CONFIDENTIALITE

Le Titulaire du marché s'engage à respecter confidentialité et discrétion sur l'ensemble des informations concernant l'Inserm.

Pour les prestations effectuées dans les locaux où des précautions particulières sont prises en vue de la protection du secret, l'attention du Titulaire est appelée sur les dispositions de l'article 5 du CCAG/FCS applicables aux marchés de fournitures courantes et services.

Le Titulaire et l'Acheteur qui, à l'occasion de l'exécution du marché, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, signalés comme présentant un caractère confidentiel et relatifs notamment aux moyens à mettre en œuvre pour son exécution, au fonctionnement des services du Titulaire ou l'Acheteur, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Le Titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments déjà accessibles au public, au moment où ils sont portés à la connaissance des parties au marché.

Le non-respect de ces dispositions est considéré comme une faute de nature à conduire l'Acheteur à résilier le marché aux torts du Titulaire eu aux frais et risques de ce dernier en application de l'article 1384 du code civil.

ARTICLE 14. CONTROLES ET SUIVI D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Le présent article déroge aux articles 27 à 29 du CCAG/FCS.

14.1. LES TYPES DE CONTROLES DE LA QUALITE DES PRESTATIONS

Le contrôle a pour objectif de vérifier si le niveau de qualité réalisé correspond au niveau de qualité attendu. Les contrôles des prestations doivent constituer l'occasion d'un dialogue à propos de la qualité de la prestation effectuée et de son amélioration.

Les différents types de contrôles sont :

- Les contrôles internes ou autocontrôle ;

- les contrôles contradictoires;
- les contrôles contradictoires ponctuels ;
- les contrôles inopinés.

Quel que soit le type de contrôle, les opérations de vérification ont lieu après l'intervention du personnel de nettoyage. Tout contrôle qualité présentant un résultat négatif doit obligatoirement faire l'objet de propositions d'actions correctives par le Titulaire.

Ces actions de contrôles devront déboucher sur la mise en place d'un indicateur qualité dont le mode de calcul sera validé par les deux parties au plus tard dans les deux (2) mois après le démarrage de l'exécution du marché. Celui-ci sera déterminant dans le suivi qualitatif des prestations mais aussi dans l'application des éventuelles pénalités (confère article 18.1 du présent CCAP). Le niveau de service minimum attendu sera fixé à 80 %

14.1.1. Les contrôles qualités internes (autocontrôle)

Le Titulaire met en place un dispositif de contrôle interne (autocontrôle), afin d'assurer une prestation de qualité, conformément à ses engagements décrits dans le cadre de réponse remis à l'appui de son offre.

Le Titulaire est tenu par une obligation de résultat, de ce fait il est laissé à son appréciation le nombre d'autocontrôles à réaliser en vue de la bonne exécution des prestations.

Les comptes rendus ou les relevés résultant de ces autocontrôles devront être transmis à l'Acheteur.

14.1.2. Les contrôles contradictoires programmé

Les contrôles contradictoires programmés ont pour objet de vérifier que le niveau de qualité est conforme à celui attendu. Le Titulaire et l'Acheteur procèdent ensemble à leur programmation mensuelle à des dates prévisionnelles sur une périodicité d'environ trois (3) mois.

14.1.3. Les contrôles contradictoires ponctuels

Lorsqu'il le juge nécessaire, indépendamment des contrôles programmés, l'Acheteur peut demander la mise en place d'un contrôle contradictoire. Il en informe le Titulaire dans un délai de 24 heures.

En l'absence de réponse du Titulaire ou en cas d'impossibilité de fixer une date avec celui-ci, l'Acheteur pourra avoir recours à un contrôle inopiné, prévu à l'article ci-dessous.

14.1.4. Les contrôles inopinés

L'Acheteur peut décider, à tout moment, de réaliser un contrôle inopiné afin de vérifier que la qualité des prestations correspond à l'obligation de résultat dont est tenu le Titulaire.

La date, l'heure, les zones sont choisies par l'Acheteur.

Le résultat du contrôle inopiné dont la qualité des prestations ne correspondant pas à l'obligation de résultat dont est tenu le Titulaire, est transmis à celui-ci pour déclenchement d'actions correctives immédiates.

ARTICLE 15. COMMUNICATION

15.1.1. *Cahier de liaison pour le suivi quotidien*

Un cahier de liaison est tenu à disposition du personnel de l'Inserm. Chaque agent peut y porter une réclamation sur la mauvaise exécution ou la non-exécution d'une tâche assignée au Titulaire. Ce cahier peut également être renseigné au fur et à mesure des remontées du personnel de l'Inserm par le biais de la messagerie interne. Chaque observation, pour être prise en compte, doit être consignée dans le cahier de liaison.

Une réclamation qui apparaît pour la première fois sur le cahier est considérée comme un « problème nouveau ». Une réclamation déjà signalée une ou plusieurs fois au cahier est considérée comme un « problème récurrent », et peut déclencher le mécanisme de vérification décrit ci-dessus.

Le responsable patrimoine immobilier de l'Inserm consigne toutes observations qu'il juge utiles dans le cahier des réclamations.

Le personnel du Titulaire compétent pour la réalisation de la tâche visée répond au plus tard dans les deux (2) jours ouvrés sur le même cahier.

De même, le cahier des réclamations contient les observations résultant des vérifications inopinées dont les modalités sont décrites précédemment.

Le chef d'équipe est alerté au fur et à mesure des observations portées sur le cahier de réclamations fourni par le Titulaire et destiné à recueillir les remarques de l'administration, notamment :

- Les recommandations (mises en garde éventuelles),
- Les manquements (critiques, doléances ...),
- Les informations ponctuelles (changements d'horaires pour les utilisations de salles ...).

Le chef d'équipe accuse réception des observations de l'Inserm, mais aussi de celles du Titulaire.

Le Titulaire alerte l'Inserm par mail (à l'adresse achats.nord-ouest@inserm.fr, patrimoine.nord-ouest@inserm.fr) sur des points tels que :

- Les signalisations de problèmes sur le site (fuites, manque de papier hygiénique ...),
- Les informations relatives aux éventuels remplacements de personnels.

Toutes les observations, afin d'être prises en compte, sont nécessairement consignées dans le cahier de réclamations.

Ce cahier de réclamations est accessible en permanence au secrétariat des sites concernés.

15.1.2. *Suivi des prestations*

Le pilotage contractuel des prestations sera réalisé par l'Inserm DR Nord-Ouest afin d'assurer la cohérence et le respect des engagements dudit marché.

Le pilotage opérationnel des prestations sera réalisé par l'Inserm DR Nord-Ouest afin de garantir les niveaux de proximité et de réactivité requis par le présent marché.

A ces fins, un comité de pilotage sera organisé semestriellement afin de réaliser les bilans qualitatifs, financiers, environnementaux et sociaux autour des indicateurs de performance mis en place dans le cadre du marché.

Le Titulaire fera une proposition d'organisation du suivi de son activité en conséquence et désignera les interlocuteurs pressentis.

De la même manière, le candidat fera ses propositions de reporting et d'indicateurs de suivis dans le cadre de sa proposition. L'acheteur présentera également le suivi de l'indicateur de contrôle (80 %) le cas échéant.

15.1.3. Opération d'admission et de contrôle de la vitrerie

Les vérifications qualitatives sont effectuées après chaque passage. L'Acheteur pourra faire constater au prestataire d'une éventuelle malfaçon, dans ce cas le prestataire devra reprendre à ses frais le nettoyage des surfaces non validées.

15.1.4. Bilan mensuel

Sur la base du cahier de liaison, des exigences mentionnées dans le CCTP, des observations écrites du responsable patrimoine immobilier, le représentant de l'Inserm établit un bilan mensuel de l'activité cf. article 7 du CCTP.

15.1.5. Critères de contrôles et éléments d'appréciation

Les critères de contrôles et les éléments d'appréciation sont mentionnés à l'article 7 du CCTP.

ARTICLE 16. CLAUSE ENVIRONNEMENTALE RELATIVE A L'EXECUTION DES PRESTATIONS DE NETTOYAGE

16.1. OBLIGATION ENVIRONNEMENTALE DU TITULAIRE

Le Titulaire s'engage à exécuter les prestations de nettoyage des locaux, y compris la vitrerie, dans le strict respect des prescriptions environnementales suivantes :

- L'ensemble des produits consommables d'entretien utilisés doit être d'origine naturelle et présenter une biodégradabilité supérieure à 80 % en conditions anaérobies (absence d'oxygène). Le Titulaire devra fournir, sur simple demande de l'Acheteur, les fiches techniques et certificats attestant de la conformité des produits aux exigences de biodégradabilité et d'origine naturelle.
- L'Acheteur portera une attention particulière à la toxicité des produits pour les organismes aquatiques ainsi qu'au volume critique de dilution (VCD) des produits présentés. Le Titulaire devra fournir les données relatives à ces critères pour chaque produit utilisé.
- Le Titulaire devra mettre en œuvre des pratiques visant à limiter l'impact environnemental des prestations, notamment en optimisant les quantités de produits utilisés, en réduisant les déchets générés et en favorisant l'utilisation de matériels et méthodes écoresponsables.

16.2. CONTROLE ET VERIFICATION

Les obligations environnementales définies dans la présente clause sont vérifiables selon des méthodes objectives. L'acheteur pourra procéder à tout moment à des contrôles, notamment par demande de justificatifs, analyses ou audits.

16.3. SANCTION EN CAS DE NON-RESPECT

En cas de non-respect des obligations environnementales prévues au présent article, après mise en demeure restée infructueuse dans un délai fixé par le marché, le Titulaire s'expose à l'application de pénalités financières dont le montant sera précisé dans les documents particuliers du marché.

Ces pénalités sont cumulables avec toute autre sanction prévue par le marché et n'exonèrent pas le titulaire de son obligation de se conformer aux prescriptions environnementales.

16.4. RESPECT DE LA REGLEMENTATION

Le Titulaire veille à ce que les prestations respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, notamment celles relatives à la gestion des produits chimiques et à la protection des milieux aquatiques.

Cette clause s'inscrit dans le cadre des dispositions générales relatives aux clauses environnementales dans les marchés publics, telles que prévues notamment par les clauses environnementales générales du CCAG-FCS, qui imposent que les obligations environnementales soient précisées dans les documents particuliers du marché, vérifiables et assorties de sanctions en cas de manquement. Elle intègre également les recommandations relatives à la transparence et à la fiabilité des informations sur les produits utilisés.

ARTICLE 17. CLAUSE D'INSERTION PAR L'ACTIVITE ECONOMIQUE

17.1. PRINCIPLE

Afin de promouvoir l'emploi et favoriser l'insertion, le marché fait l'objet de dispositions sociales et économiques particulières.

Les Publics éligibles :

Par dérogation à l'article 16.1.1.1 et 16.1.1.2 du CCAG-FCS, les candidats s'engagent à réaliser une action d'insertion de personnes rencontrant des difficultés professionnelles et/ou sociales particulières et répondant à l'une des catégories suivantes.

- Des demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription au chômage) sans activité ou en activité partielle (moins de 6 mois dans les 12 derniers mois) ;
- Des bénéficiaires du Revenu de Solidarité Active et autres minimas sociaux (ASS, Al...).
- Les demandeurs d'emploi reconnus travailleurs handicapés avec une RQTH à jour et validée par la MDPH du département
- Les jeunes de moins de 26 ans, de niveau inférieur ou égal au niveau 3, sortis du système scolaire depuis au moins 6 mois et s'engageant dans une démarche d'insertion et de recherche d'emploi.
- Les jeunes de moins de 26 ans, diplômés, de niveau supérieur au niveau 3, sortis du système scolaire ou de l'enseignement supérieur depuis au moins 6 mois et s'engageant dans une démarche d'insertion et de recherche d'emploi connu du Service Public de l'Emploi.
- Les demandeurs d'emploi de plus de 50 ans et ayant des difficultés d'insertion professionnelle.
- Les personnes prises en charge par les structures d'insertion par l'activité économique (IAE) mentionnée à l'article L. 5132-4 du code du travail sur avis motivé des structures précisant les difficultés d'insertion professionnelle.
- Personnes prises en charge dans les secteurs adapté ou protégé : salariés des entreprises adaptées (EA), des entreprises adaptées de travail temporaire (EATT) ou usagers des ESAT.

- Les personnes sous-main de justice employées en régie, dans le cadre du service de l'emploi pénitentiaire de l'agence du travail d'intérêt général et de l'insertion professionnelle (ATIGIP) ou affectées à un emploi auprès d'un concessionnaire de l'administration pénitentiaire.

En outre, le facilitateur peut valider l'éligibilité d'autres personnes rencontrant des difficultés particulières.

Il sera demandé aux entreprises de prendre en considération de manière particulière les candidatures qui lui seront transmises par le facilitateur et ses partenaires territoriaux.

Pour les candidatures qui ne seraient pas déjà identifiées par le facilitateur, l'entreprise s'engage à fournir un justificatif démontrant leurs éligibilités au titre de la clause sociale de moins de 3 mois.

L'éligibilité ne peut être validée, par délégation du Donneur d'ordre que par le facilitateur mandaté sur ce marché et en amont de toute prise de poste. Aucune éligibilité ne pourra être reconnue pour les salariés déjà en activité sur le marché.

Volumes d'heures de travail réservées :

Il leur sera réservé obligatoirement, à l'occasion de l'exécution du marché ou de ses lots, un volume d'heure minimum à consacrer à l'insertion.

Ainsi, pour ce marché, Le Titulaire s'engage pour l'exécution sur la durée d'exécution totale du présent Marché (y compris la ou les période(s) de reconduction) à réaliser un volume d'heures réservé à l'insertion de : **80 heures d'insertion par année du marché, soit 320 heures sur 4 ans.**

Le Titulaire est libre d'engager l'action d'insertion sociale au moment qu'il jugera opportun.

Comptabilisation des heures :

- **les heures travaillées rémunérées**
- **les congés payés**, pris à l'occasion de ce marché.
- **les jours fériés**, pris sur ce marché.
- **les jours d'intempéries** (sauf si l'organisme extérieur paie sans facturer auprès de l'entreprise).
- **les arrêts maladie**, pris à l'occasion de ce marché.
- **les accidents de travail.**
- **les congés exceptionnels** (paternité...).
- **les heures de formation réalisées** dans le cadre du contrat de travail (CDD, CDI, alternance, intérimaire) ou lors de CDPI, de CIPI (ou équivalent), si les formations préalables sont suivies de missions chez le titulaire et à condition que le projet ait été préalablement convenu entre les parties (publics en insertion, opérateur, facilitateur et entreprise). Le nombre d'heures de travail doit être supérieur au nombre d'heures de formation.

En cas de d'arrêt maladie et d'accident du travail, il est demandé à l'entreprise concernée d'informer le facilitateur afin d'étudier les modalités de remplacement

Durant l'exécution du marché, un bilan de l'engagement d'insertion sera réalisé pour tenir compte de l'évolution des salariés en insertion et adapter, si nécessaire les modalités d'insertion au présent marché.

Durée de valorisation au titre de la clause sociale :

17.1.1. La règle générale

Pour un participant éligible à la clause sociale et répondant aux critères définis ci-dessus, ses heures de travail seront valorisées pour une durée maximum de 24 mois sur la même procédure d'achat.

La comptabilisation des heures ne peut se faire que sur la période effective de réalisation du marché.

17.1.2. Les cas particuliers

Valorisation d'un même candidat à travers plusieurs contrats de travail :

Dans le cadre d'une même procédure d'achat (y compris sur des lots différents), un même candidat peut être valorisé au titre des clauses sociales à travers plusieurs contrats différents issus ou non du même employeur. **Toutefois, dans le cas où une période d'interruption entre deux contrats serait supérieure à 6 mois, l'éligibilité de la personne concernée devra impérativement être vérifiée et démontrée.** Un même individu ne peut toutefois pas être valorisé plus de 24 mois sur une même procédure.

L'embauche en CDI du candidat :

Si l'entreprise embauche en contrat à durée indéterminée le salarié en insertion, recruté en application de la clause sociale d'insertion du marché (dans le respect des conditions citées ci-dessus) la durée de valorisation totale du salarié sera de 36 mois. Cette durée sera, dans tous les cas, mesurée à partir de la date de sa première embauche en application de la clause sociale dans une entreprise, quelle que soit la nature du contrat.

La globalisation :

Si, dans un même bassin d'emploi, le titulaire est attributaire d'un ou plusieurs autres marchés comportant une clause d'insertion sociale, le titulaire peut solliciter auprès du donneur d'ordre et/ou du facilitateur la globalisation des heures d'insertion, afin de favoriser le parcours d'insertion des personnes éloignées de l'emploi. Celle-ci doit être définie dans les documents particuliers du marché.

La globalisation pour des marchés issus de différents donneurs d'ordre est possible en cas d'accord des différents acteurs.

La clause doit faire profiter prioritairement les habitants du bassin d'emploi. Néanmoins, en cas de marchés limitrophes ou plus éloignés encore, la globalisation pourra être accordée sur justification (besoins explicites pour le candidat en matière de poursuite de parcours, nombre d'heures non significatif...)

La demande est étudiée par le facilitateur et l'Acheteur. Elle peut être recevable par le facilitateur et l'Inserm si la mesure est favorable au parcours du salarié en insertion.

En tout état de cause, cette demande doit être faite préalablement à la prise de poste du salarié et les heures d'insertion, réalisées dans le délai d'exécution de chacun des marchés concernés, sont affectées au niveau du décompte, à chacun des marchés concernés, à due proportion.

Modalités de réalisation :

Dans le cadre de leurs engagements, plusieurs formes de réalisation sont proposées aux entreprises attributaires.

Toutes les heures, selon l'une ou les différentes modalités mobilisées, ne peuvent être comptabilisées que sur les contrats commençants a posteriori de la date d'attribution du marché ou du premier ordre de service et affectées obligatoirement à la réalisation dudit marché.

L'éligibilité est liée au statut de la personne et non à la modalité de réalisation.

Modalité n°1 : Embauche directe

Elle peut se traduire par le recrutement direct : CDI, CDD, contrats en alternance (apprentissage ou professionnalisation) ...

Modalité n°2 : La mise à disposition de personnel

L'entreprise est en relation avec un organisme extérieur qui met à disposition des salariés en insertion durant la durée du marché.

Il peut s'agir d'une entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI), d'une association intermédiaire (AI), d'une Entreprise Adaptée de travail Temporaire (EATT), d'un groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ), ou d'une Entreprise de travail temporaire.

Modalité n°3 : Recours à la sous-traitance ou à la co-traitance avec une structure d'insertion par l'activité économique (SIAE) ou d'un ESAT ou d'une EA

Dans le cadre de la co-traitance, l'entreprise classique et la structure d'insertion répondent en commun à la présente consultation. Elles s'engagent conjointement non seulement sur l'ensemble des travaux mais aussi sur l'objectif d'insertion et la répartition de celle-ci.

Il est possible d'opter pour l'une ou l'autre de ces formules ou une combinaison de celles-ci : Il est ainsi possible de recourir à la mise à disposition de personnels, suivi d'un contrat de travail directement porté par le titulaire. Les personnes en insertion devront être intégrées dans les équipes de travail sur des postes productifs ou d'appui à la réalisation du présent marché (administratif, commercial, logistique, ...).

En cas de recours à la sous-traitance :

En cas de sous-traitance, le titulaire s'engage à informer le facilitateur et l'Inserm afin de recueillir au préalable leur validation quant à la répartition de la volumétrie d'insertion.

Le titulaire est tenu de faire respecter la condition d'exécution relative à l'insertion par son sous-traitant. La part sous-traitée ne pourra en aucun cas excéder la volumétrie définie à l'article « *Volumes d'heures de travail réservées* ».

En tant que titulaire, il reste responsable de l'exécution du marché et de l'obligation d'insertion.

17.2. L'ACCOMPAGNEMENT DE L'INSERTION

Afin de faciliter la mise en œuvre de la démarche d'insertion, l'Inserm a mis en place une procédure spécifique d'assistance, gérée par :

Lille Avenir
5 Boulevard du Maréchal Vaillant, 59000 LILLE
BANACH Valentin
06 59 68 73 45 / 03 20 14 85 50
clause.insert@lilleavenirs.fr

Cette mission de facilitation a, entre autres, pour objectif :
Durant l'appel d'offre :

- D'informer les entreprises candidates pendant la préparation de leur offre, en matière de dispositif d'insertion

Durant la durée du marché :

- De rappeler les modalités de mise en œuvre de la clause d'insertion,
- D'accompagner les entreprises pour leur recrutement lié à l'obligation de réaliser leurs heures d'insertion (définition d'un profil de poste, d'un processus de recrutement, positionnement des publics prioritaires...)
- De favoriser l'insertion professionnelle des publics prioritaires (montée en compétences et en qualification, construction de parcours professionnel...)
- De suivre l'application de la clause pour l'Inserm
- Faciliter les relations entre l'Inserm, l'entreprise Titulaire, les opérateurs économiques concernés et les publics en insertion.

17.3. MODALITE DE CONTROLE

17.3.1. Dispositions générales

Pour faciliter la réalisation de la clause sociale, le facilitateur ou l'Inserm fournira à l'entreprise un dossier « *Modalités de mise en œuvre des considérations sociales* » comprenant la liste des pièces attendues en fonction des situations et des fiches types de justification.

17.3.2. Difficultés d'exécution, notamment d'ordre économique

En cas de difficultés, le titulaire doit, sous huit jours calendaires suite à la déclaration de sa situation auprès des instances prévues à cet effet, informer l'Inserm et le facilitateur par courrier recommandé avec accusé de réception, qu'il rencontre des difficultés pour assurer son engagement. Dans ce cas, le facilitateur étudie avec le titulaire les moyens à mettre en œuvre pour parvenir, si possible, aux objectifs.

En cas de manquement du titulaire à son engagement d'insertion, l'Inserm peut procéder à la résiliation du bon de commande ou du marché dans les conditions prévues dans le présent CCAP.

Lorsque le titulaire rencontre des difficultés d'ordre économique et qu'il est tenu de recourir au chômage partiel de toute ou partie de ses salariés, il en informe sans délai l'Inserm et le facilitateur.

A ce titre il produit au facilitateur une copie de la « décision d'attribution d'une allocation spécifique » délivrée par la DREETS qui fixe la durée et le volume maximum autorisé ou une copie de la « convention de chômage partiel ».

Après réception de la demande et des justificatifs, le facilitateur procède à l'instruction de la demande et précise la période de suspension des stipulations de la clause d'insertion sociale. Dès lors et sous réserve de justification, le titulaire peut bénéficier de la suspension de l'application des stipulations de la clause d'insertion sociale si les fonctions impactées par la mesure de chômage partiel correspondent à celles prévues au marché.

Par ailleurs, la durée de la mesure de chômage partiel doit intervenir pendant la durée d'exécution effective du marché.

Ainsi le titulaire ne peut prétendre à la suspension de l'application de la clause d'insertion s'il a recouru à une sous-traitance pour des tâches visées par la clause d'insertion et que le sous-traitant n'est pas lui-même touché par une mesure de chômage partiel.

17.3.3. Défaut de mise en œuvre de l'action d'insertion sociale

En cas de manquement du Titulaire à son engagement d'insertion et sans préjudice d'une éventuelle procédure de résiliation du Marché aux torts du Titulaire dans les conditions décrites dans le présent CCAP, l'Inserm applique une pénalité dans les conditions définies à l'article 18.13.

17.3.4. Règle liée au respect du RGPD

Le Titulaire est informé que la gestion des données de ces bilans nominatifs est confiée au facilitateur. Ces données sont traitées dans le logiciel « Clause », développé par la société Arche MC2 à la demande de Lille Avenir qui a fait l'objet d'une déclaration à la CNIL.

A ce titre, les Bénéficiaires, les représentants du Titulaire, les représentants de l'Inserm, les représentants de tous partenaires impliqués dans la mise en application de la clause sont informés que les informations recueillies sont enregistrées dans un fichier informatisé pour réaliser le suivi dans le cadre du dispositif clause d'insertion.

Le Titulaire ou le facilitateur est responsable du traitement des données collectées. Les données sont conservées pendant une durée de quarante-huit (48) mois à partir du premier (1^{er}) jour de la prise de poste et 24 mois après la fin de la période concernée par le Marché.

Ces données sont destinées au service des clauses d'insertion et aux organismes partenaires emploi / insertion susceptibles d'intervenir et d'accompagner les démarches.

Il est possible à tout moment de demander l'accès, la rectification, l'effacement, la portabilité ou la limitation des données vous concernant, ou vous opposer à leur traitement, en contactant le délégué à la protection des données par mail à rgpd@lilleavenirs.fr ou par courrier à l'attention du délégué à la protection des données, (5 Boulevard du Maréchal Vaillant, 59000 LILLE).

Toute personne estimant que le droit à la protection de ses données n'est pas assuré, peut introduire une réclamation auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL), 3 Place de Fontenoy - TSA 80715 - 75334 PARIS CEDEX 07.

17.3.5. Respect des engagements et pénalités

Par dérogation à l'article 16.1.5 du CCAG-FCS, dans le cas où le titulaire n'exécuterait pas son engagement en matière d'insertion, après deux mises en demeure restées infructueuses, des pénalités pourront être appliquées.

- Absence au rendez-vous fixé par l'Inserm autour de la démarche d'engagement et de suivi de la démarche d'insertion suivant la notification du marché en présence du prestataire désigné : 50 € forfaitaire.
- Absence de transmission d'information trimestrielle sur la mise en œuvre des heures de clause : 50 € forfaitaire
- En cas de non-respect des attentes horaires définies dans l'acte d'engagement, pénalité de (60 €) par heure non réalisée.

17.4. L'INSERTION A L'ISSUE DU MARCHÉ

Pendant et à l'issue du marché, l'entreprise titulaire s'engage à faciliter les contacts des partenaires de l'opération avec les personnes en postes d'insertion et à transmettre les documents nécessaires à l'évaluation du dispositif conformément au présent article.

A l'issue des travaux, l'entreprise titulaire du marché s'engage à étudier toutes les possibilités d'embauches ultérieures des personnes en insertion.

ARTICLE 18. PENALITES

Par dérogation à l'article 14 du CCAG/FCS le Titulaire se verra appliquer les pénalités dès le 1er euro.

Les pénalités sont applicables en cas de non-respect par le Titulaire de ses engagements contractuels. Les pénalités sanctionnent un retard ou le non-respect d'une des clauses du marché.

Les pénalités sont cumulables entre elles, elles sont déduites des règlements à effectuer au Titulaire.

Ainsi, sous réserve d'une décision prise en ce sens par l'acheteur, chaque constat attestant d'un dysfonctionnement donnera lieu à l'application de la pénalité précitée. La correction par le Titulaire de son inexécution ou mauvaise exécution ne le dispense en aucun cas du paiement de cette dernière.

En outre en cas de manquements répétés, l'Acheteur se réserve le droit de résilier le marché, sans que le Titulaire puisse prétendre à une indemnité.

En l'absence de force majeure dûment constatée, l'Acheteur se réserve le droit d'appliquer sans mise en demeure préalable, **par dérogation à l'article 14 du CCAG/FCS, les pénalités ci-après :**

18.1. PENALITE POUR DEFAUT DE QUALITE DES PRESTATIONS FORFAITAIRES

A l'issue de l'établissement du bilan mensuel prévu à l'article 15.1.4 du présent CCAP, l'Inserm se réserve le droit de prononcer une pénalité, sans mise en demeure préalable, de :

- 10 % du douzième du prix total forfaitaire HT en cas de moyenne inférieure à 80%.

A l'issue de l'établissement du procès-verbal d'incident prévu à l'article 17.1.2 du présent CCAP et en l'absence d'action de correction dans un délai de 2 jours ouvrés à compter du lendemain de sa communication, l'Inserm se réserve le droit de prononcer, sans mise en demeure, une pénalité forfaitaire de **150 euros HT** par jour calendaire d'inaction.

18.2. PENALITE POUR NON -RESPECT DU PERSONNEL MINIMUM

En cas de non-respect de l'effectif minimum proposé par le Titulaire dans le projet d'organisation joint à son offre, une pénalité égale à **150 € H.T** sera appliquée par personne manquante et par jour.

18.3. PENALITE POUR NON-RESPECT DU PLANNING D'INTERVENTION

Une pénalité de **120 € H.T** sera appliquée en cas de non-respect du planning des interventions et ce, par jour calendaire de retard.

18.4. PENALITE POUR NON PRISE EN COMPTE D'UNE DEMANDE NOTIFIEE AU TITULAIRE

Une **pénalité de 150 € H.T.** sera appliquée en cas de non-prise en compte, dans un délai de 24 heures ouvré, d'une demande notifiée au Titulaire, que celle-ci soit inscrite dans le cahier de doléances ou formulée à l'issue d'une visite contradictoire.

18.5. PENALITE POUR MANQUE D'HYGIENE

L'eau des seaux doit être changée régulièrement au fur et à mesure que le ménage s'effectue. Si la personne publique surprend un agent de nettoyage à laver les locaux avec de l'eau sale, une pénalité de **100 € H.T** sera immédiatement appliquée et déduite de la prochaine facture.

18.6. PENALITE POUR ABSENCE DE CONTACT AVEC LE RESPONSABLE DE SITE

En cas d'absence de contact avec le responsable de site, une pénalité de **120 € H.T** sera appliquée.

18.7. PENALITE POUR ABSENCE AU REUNIONS PROGRAMMEES

L'absence du Titulaire ou de ses représentants aux réunions programmées entraînera l'application d'une pénalité de **100 € HT** par personne et par absence. Tout retard de plus d'une demi-heure sera considéré comme une absence.

18.8. PENALITE LIEE AU RETARD DE LA TRANSMISSION DES DEVIS

En cas de retard dans la transmission des devis par le Titulaire, une pénalité de **80 € H.T** par jour de retard sera appliquée.

18.9. PENALITE POUR DEFAT DE QUALITE LIE AUX PRODUITS OU MATERIELS UTILISES

En cas de constatation de l'utilisation d'un produit ou matériel utilisés non-conforme aux spécifications du marché, l'Acheteur se réserve le droit de prononcer, sans mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire de **200 euros H.T** par constatation.

18.10. PENALITE POUR ABSENCE DE PORT D'EQUIPEMENT DE PROTECTION INDIVIDUELLE ET DE VETEMENTS DE TRAVAIL IDENTIFIABLE

L'Acheteur se réserve le droit de prononcer, sans mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire de **50 euros H.T** par constatation sans mise en demeure préalable.

18.11. PENALITE POUR LE SERVICE MINIMUM EN CAS D'ARRET DE TRAVAIL

Le non-respect du service minimal en cas d'arrêt de travail pourra entraîner l'application d'une pénalité calculée selon la formule suivante, pour chaque jour où ce manquement est constaté :

Pénalité = Montant de la facture mensuelle * (Nombre de jours d'arrêt de travail/ Nombre de jours travaillés dans le mois)

18.12. PENALITE POUR NON-RESPECT DES REGLES DE SECURITE

Le non-respect des règles de sécurité sols glissant après nettoyage, mise en danger du personnel Inserm ou du personnel de la société retenue ... une pénalité forfaitaire de **200 euros H.T** par constatation sera appliquée.

18.13. PLAFONNEMENT DES PENALITES

Les pénalités s'appliquent par des réfections sur les factures mensuelles. Elles ne sont pas révisables et sont cumulables entre elles.

Toutefois, les pénalités dues sur une même année d'exécution sont plafonnées à 30 % du prix annuel total forfaitaire HT figurant dans l'annexe financière n°1(DPGF) et du (BPU). Au-delà, l'Acheteur peut prononcer la résiliation du marché au tort du Titulaire dans les conditions mentionnées à l'article 19 du présent CCAP.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG/FCS, le Titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1000 euros HT pour l'ensemble du marché.

ARTICLE 19. RESILIATION

19.1. RESILIATION POUR FAUTE

Lorsque l'exécution des prestations objet du présent marché ne s'effectue pas conformément aux stipulations des pièces constitutives du marché, l'Acheteur peut alors résilier le présent marché aux torts du Titulaire dans les conditions mentionnées à l'article 41 du CCAG/ FCS, sans préjudice de l'application des pénalités définies à l'article 18 du présent document.

19.2. MISE EN DEMEURE

Une mise en demeure précède, conformément à l'article 41 du CCAG / FCS, la résiliation aux torts du Titulaire. Elle prend la forme d'une notification de l'Inserm au Titulaire.

Toutefois, par dérogation à l'article 41 du CCAG / FCS, l'Acheteur se réserve la possibilité de prononcer une résiliation immédiate si l'une des conditions suivantes est remplie :

- le Titulaire déclare ne pas pouvoir tenir ses engagements
- le Titulaire a commis des actes frauduleux au cours de l'exécution du marché
- le Titulaire a été exclu des commandes publiques postérieurement à la conclusion du marché
- le montant des pénalités dépasse 30% du prix total forfaitaire HT.

Dans le cadre d'un marché passé avec un groupement solidaire, la mise en demeure est notifiée au Titulaire.

19.3. RESILIATION UNILATERALE A L'INITIATIVE DE L'INSERM

L'Inserm peut, à tout moment, qu'il y ait faute ou non du Titulaire, mettre fin à l'exécution du contrat avant l'achèvement de celui-ci.

19.4. EXECUTION DE LA PRESTATION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

Suite à une décision de résiliation pour faute et en application de l'article 45 du CCAG/FCS, l'Acheteur peut prendre une décision d'exécution aux frais et risques du Titulaire.

La décision de l'Acheteur porte expressément, le cas échéant, la mention prévoyant que celui-ci fasse procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du Titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée aux torts du Titulaire.

En cas de résiliation aux torts du Titulaire, l'Acheteur fait procéder à l'exécution par un tiers des prestations prévues, aux frais et aux risques du Titulaire qui doit supporter l'augmentation des dépenses en résultant, par rapport aux prix du marché.

Ce supplément figure alors dans le décompte de résiliation établi.

ARTICLE 20. ASSURANCE

Le Titulaire s'engage à souscrire une assurance, valable pour toute la durée du marché, auprès d'une compagnie d'assurance agréée au sens des articles R 321-1 et suivants du code des assurances.

L'assurance du Titulaire garantit la responsabilité civile, d'exploitation et professionnelle, incluant la responsabilité civile du Titulaire après livraison, en couvrant les dommages matériels, immatériels et corporels pouvant être causés à l'établissement ainsi qu'aux tiers, par tout événement intervenant dans le cadre de l'exécution du présent marché, et notamment par le fait du personnel, des collaborateurs ou des matériels du Titulaire, de façon à faire bénéficier l'établissement, dans tous les cas de mise en jeu de la responsabilité du Titulaire, d'une indemnisation pécuniaire.

ARTICLE 21. FORCE MAJEUR

Les cas de force majeure suspendent l'exécution du marché. Ils s'entendent comme les événements qui rendent impossible l'exécution de la prestation. Ils doivent être irrésistibles, imprévisibles et extérieurs.

Si l'une des parties n'est pas en mesure d'exécuter ses obligations du fait d'un cas de force majeure, l'autre partie doit en être informée sans délai. Les deux parties sont, pendant la durée du cas de force majeure, mais pour une durée maximale de dix (10) jours ouvrés, suspendues de leurs obligations contractuelles respectives sans que le marché soit résilié.

Dans l'hypothèse où l'événement constituant le cas de force majeure prolonge ses effets au-delà de cette période de dix jours ouvrés, les parties se rencontrent pour convenir des dispositions à prendre. Si aucun accord ne peut intervenir, le présent marché peut être résilié de plein droit sans qu'aucune des parties ne puisse prétendre à une quelconque indemnité.

ARTICLE 22. STOCKAGE, EMBALLAGE ET TRANSPORT

Les dispositions de l'article 20 du CCAG/FCS s'appliquent

ARTICLE 23. DIFFERENDS ET LITIGES

Si des difficultés surviennent à l'occasion de l'interprétation ou de l'exécution du présent marché, l'Acheteur et le Titulaire auront recours à une médiation préalablement à toute action judiciaire. Le cas échéant, la juridiction compétente pour régler tout différent ou incident relatif au présent marché est le Tribunal Administratif de Lille.

ARTICLE 24. LISTE RECAPITULATIVE DES DEROGATIONS AU CCAG/FCS

Article du CCAP	Article du CCAG/FCS auquel il est dérogé
4	4 .1
8.2	11.2
14	27 à 29
17.1	16.1.1.1 et 16.1.1.2
17.3.5	16.1.5
18	14
18.13	14.1.3
19.2 et 19.4	41 et 45

-----FIN DU DOCUMENT-----